

# INTRODUCTION :

## Le sexe de La révolution

Morgane Merteuil et Matthieu Renault

Féminisme et révolution : juxtaposer ces deux termes semble aller de soi. Comment nier que le féminisme soit intrinsèquement porteur de potentialités révolutionnaires ? Que l'on se réfère ou non à des séquences historiques précises, le féminisme engage une transformation radicale des rapports sociaux, politiques juridiques, culturels, etc. Pourtant, dans la recherche comme dans le militantisme, le féminisme est rarement conçu sous l'angle de sa vocation révolutionnaire propre. On préfère le penser avec d'autres luttes et/ou en relation à d'autres formes d'oppression (féminisme et lutte des classes, féminisme et antiracisme). Visant à mettre en évidence la consubstantialité des modes de domination et de résistance, ces approches, aussi prolifiques soient-elles, tendent parfois, et malgré elles peut-être, à réduire le féminisme au secteur des « question de genre » au lieu de l'envisager comme une pensée et une pratique politiques de *transformation globale* de l'ordre établi.

Corrélativement, dans le champ de la pensée et des luttes féministes, les grands épisodes révolutionnaires « classiques » se voient souvent relégués au second plan au profit d'autres moments, d'autres lieux, et d'autres modalités d'intervention plus propres à révéler la singularité des oppressions de genre et à les combattre. Le risque est d'oublier que les révolutions des siècles passés ont quasi invariablement été le théâtre d'expérimentations et d'imaginations de nouveaux rapports entre les sexes-genres, de redéfinition et de réinvention des identités et pratiques sexuelles. Que des résistances se soient non moins invariablement manifestées *au sein même* des mouvements révolutionnaires et que les forces de la réaction l'aient, de manière générale, rapidement emporté, ne doit pas conduire à ignorer la radicalité, sans doute inégalée, de ces expériences et des *utopies concrètes* qu'elles ont suscitées.

Le présent numéro de *Comment s'en sortir ?* se propose de remettre à l'ordre du jour l'ambition de changement révolutionnaire inhérent au féminisme et, inversement, le potentiel de transformation des rapports de genre et des sexualités dont sont porteuses les révolutions. Il s'agit autrement dit de (r)établir un dialogue, une dialectique, entre ce que *le féminisme fait à la révolution* et ce que *la révolution fait au féminisme*. Il ne s'agit donc pas de concevoir le féminisme comme le volet « questions de genre » des politiques d'émancipation, ou encore comme la « version féminine » de la révolution, mais d'interroger et d'analyser sa nécessaire contribution et son implication dans toute pensée révolutionnaire et toute tentative de bouleverser l'ordre des choses. En quoi transformer la famille, la sexualité, l'organisation de la reproduction sociale et biologique, le travail domestique ou encore le travail affectif suppose-t-il de révolutionner la vie quotidienne, la santé, la culture, le travail salarié, la vie collective, et inversement ? L'enjeu de ce numéro est en définitive d'envisager le féminisme à la fois en tant qu'il est engendré, *constitué*, au sein même des mouvements révolutionnaires, plutôt qu'« à côté » ou en complément d'eux, et en tant que pouvoir lui-même *constituant*, plutôt que comme



simple stratégie d'amendement du pouvoir existant : la révolution comme constitutive du féminisme *sive* le féminisme comme constitutif de la révolution.

Le « manifeste » de ce numéro, signé Louise Toupin, et l'entretien avec Barucha Peller qui le suit devraient suffire à montrer que loin d'être confinées à un « âge des révolutions » qui serait révolu, ces problématiques s'inscrivent dans une *histoire féministe du présent* qui exige encore largement d'être écrite. Toupin retrace la genèse et le développement du mouvement, intrinsèquement internationaliste, du « salaire au travail ménager » entre 1972, année de la publication de *Le Pouvoir des femmes et la subversion sociale* de Mariarosa Dalla Costa et Selma James, et 1977. En mettant l'accent sur le travail invisible réalisée par les femmes- « ménagères » au sein du foyer, de la sphère privée, le mouvement ne visait pas seulement à créer un espace de revendications féministes indépendant, mais aussi à redéfinir les coordonnées et les acteur-ice-s de la lutte des classes en remettant fondamentalement en cause la réduction de cette dernière à seule la sphère de la production, par exclusion du travail reproductif supposément improductif. L'enjeu était de « miner le capitalisme » (Silvia Federici) et de réinventer le sujet révolutionnaire lui-elle-même, en produisant des alliances inédites avec tous les « sans-salaire de la Terre ».

Quant à Barucha Peller, elle revient sur le rôle capital joué par les femmes dans un épisode révolutionnaire relativement méconnu en Occident et dont elle fut elle-même actrice : la Commune d'Oaxaca de 2006. L'enquête qu'elle a menée est particulièrement éclairante dans la mesure où elle démontre que le mouvement des femmes était partie intégrante de la révolte générale tout en (s')étant doté d'une véritable autonomie ; c'était une lutte *avec les hommes* contre les autorités de l'État d'Oaxaca, le gouvernement fédéral mexicain, la police et l'armée, mais c'était aussi, à l'intérieur même du mouvement, une lutte *contre les hommes*, lesquels étaient soucieux de renvoyer au plus vite les femmes dans la sphère domestique. C'est, paradoxalement à première vue, en exprimant leurs propres intérêts, en *se représentant elles-mêmes*, que les femmes purent représenter le mouvement tout entier, s'en faire les porte-paroles. Peller donne à voir l'émergence d'un *féminisme des barricades* fondé sur le décroisement et la collectivisation du travail reproductif, son échappée hors des étroites limites de la sphère domestique-privée et sa relocalisation sur le champ de bataille lui-même.

En cette année de centenaire de la Révolution russe, il était naturel de consacrer un « dossier » spécial à ce qui reste à bien des égards la plus grande expérience, ou du moins tentative de transformation révolutionnaire des rapports de genre ; une période qui fut marquée par d'intenses débats et disputes sur la « question féminine », la « morale sexuelle » du communisme, le dépérissement de la famille ou encore la socialisation du travail domestique, tout cela avant que l'étau ne se resserre étroitement sous Staline. Les conflits en la matière étaient néanmoins irréductibles à une opposition binaire entre révolution et contre-révolution, « progressisme » et « conservatisme ». Nous proposons dans ce numéro les traductions inédites de deux textes russes de l'époque qui témoignent, chacun à sa manière, des tensions internes aux positions révolutionnaires elles-mêmes, de leur ambivalence.

Le premier est une « nouvelle » de l'écrivain soviétique Andreï Platonov, *Antisexus* (1926). L'auteur se présente, fictivement comme le traducteur d'une brochure de promotion – accompagnée de témoignages d'hommes célèbres – d'une machine fabriquée par une firme occidentale à l'occasion de son introduction sur le marché soviétique : c'est un appareil qui promet de procurer mécaniquement, et donc aussi de réguler et de discipliner, la jouissance sexuelle des hommes comme des femmes. S'il avoue avoir publié ce document dans

le but de mettre en garde ses lecteur·ice·s contre une funeste invention dans laquelle il voit avant tout la preuve de la « décomposition de la bourgeoisie et de sa complète atrophie morale », il n'en reste pas moins, comme le montrent les deux analyses – signées Aaron Schuster et Arthur Clech – accompagnant le texte de Platonov, que la posture de ce dernier à l'égard d'une telle *logique (anti-)sexuelle* n'est pas clairement identifiable, de même qu'il est difficile de localiser le référent géo-politique réel du texte : ne serait-on pas déjà là en présence d'une critique déguisée du reflux de l'URSS stalinienne en matière de sexualité... à moins que ce ne soit un hommage à la (future) « solution » communiste à l'insondable problème du désir ?

À cette inquiétante rationalisation de la sexualité, susceptible de parer à l'exténuation en pure perte des forces productives, et donc à l'épuisement de la révolution elle-même, il est courant d'opposer la pensée de la féministe bolchevique, Alexandra Kollontaï, théoricienne de l'amour-libre (« amour-camaraderie ») et de la dissolution de la famille, cette dernière étant conçue comme l'ultime héritage et rempart de la société bourgeoise. L'article de Kollontaï traduit pour ce numéro, issu de la revue *Kommunistka* (La Communiste), « Thèses sur la morale communiste dans le domaine des relations conjugales » (1921) n vient sinon invalider du moins singulièrement complexifier cet argument. Si ce texte, comme bien d'autres de l'auteure, révèle la puissance utopique encore intacte de sa conception de la libération sexuelle et de la nouvelle communauté amoureuse-sexuelle, *via* la socialisation quasi intégrale des tâches reproductives, il défend, en tant que nécessaire corollaire à une telle émancipation, une conception hygiéniste et bio-productiviste du corps social pour le moins problématique car menaçant d'introduire une nouvelle police de la sexualité guère moins répressive que celles qui l'ont précédées.

Notre « dossier 1917 » se clôt par un article d'Arthur Clech, ouvrant la rubrique « Frictions », sur les mutations des *subjectivités homosexuelles* (masculines) dans le cycle révolutionnaire menant de la Révolution de 1905 à Octobre 1917. Faisant se croiser œuvres littéraires (Mikhaïl Kouzmine, Platonov encore, Isaac Babel), témoignages d'homosexuels aux prises avec le discours psychiatrique, et références aux évolutions du Code pénal russe-soviétique, Clech donne à voir le développement, tout au long du processus révolutionnaire, d'un langage d'*indifférenciation* qui ne vient pas tant contester ou brouiller les différences de sexe-genre qu'en neutraliser radicalement les effets inégalitaires au nom d'un idéal (a-sexué sans être a-sexuel) de la camaraderie. Mais là encore toute ambiguïté n'est pas levée, dans la mesure où derrière cette neutralité continue d'œuvrer la normativité de codes masculins que les femmes sont « invitées » à faire leurs pour démontrer leur adhésion à la modernité révolutionnaire. Similairement, la dépénalisation de l'homosexualité de 1922 n'empêche nullement que se perpétue une appréhension de cette dernière comme attribut des classes sociales ennemies, et décadentes (aristocratie, Église orthodoxe), opposée à la virilité du prolétariat ascendant.

Cette perspective historique est prolongée par le retour sur la Révolution française opéré par Caroline Fayolle. Allant au-delà des références obligées aux noms d'Olympe de Gouges et Condorcet, elle se propose de « décentrer l'histoire du féminisme révolutionnaire en France » en retraçant la trajectoire de trois féministes « étrangères » : Mary Wollstonecraft, Théroigne de Méricourt et Etta Palm d'Aelders. Là encore, et comme le titre de l'article l'indique, il ne s'agit pas tant de rendre compte de l'irréductible singularité de l'émancipation féminine *contre* un pseudo-universel, de fait masculin, que de penser *un* « universalisme en conflit », une lutte au sein même de l'universel et pour la (re)définition de ce dernier. Cette « deuxième Révolution pour et par les femmes », pouvant s'incarner tant dans l'éducation que dans la prise des armes, vient à la fois pointer les contradictions et les limitations de la « première révolution » et en réaliser les promesses, l'*achever*, au même titre, pourrait-on ajouter, que, de l'autre côté de l'Atlantique, avait pu le faire la révolte des esclaves de



Saint-Domingue. Mais, comme si souvent, le reflux n'en avait été que plus violent, ces femmes révolutionnaires se voyant bientôt affectées d'un double stigmate – le stigmate national de l'« étrangère » et/ou le stigmatesexuel de « la débauchée » – les reléguant dans une non-humanité monstrueuse et, partant, les excluant définitivement de l'universel élargi même qu'elles revendiquaient.

Mais le mal ne serait-il pas contenu dans l'œuf ? Les échecs, les défaites qui traversent l'histoire du féminisme révolutionnaire, d'autant plus amères que les espoirs qu'ils avaient fait naître étaient immenses, ne tiennent-elles pas, plutôt qu'à diverses circonstances contingentes et malheureuses, à l'idée même de révolution en son sens moderne ? La « révolution » ne serait-elle pas originellement et indéfectiblement une catégorie masculine, ce qui rendrait l'idée même de « féminisme révolutionnaire » oxymorique ? Tel est ce que peut suggérer l'œuvre de la féministe italienne Carla Lonzi qui dans son célèbre essai *Crachons sur Hegel* (1970) en appelait les femmes à s'émanciper de la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave, et de son supposé rejeton, la lutte des classes. Inséparable d'une culture virile de la prise de pouvoir, ces schèmes de lutte ayant gouverné la pensée révolutionnaire depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, excluraient *par avance* les femmes, lesquelles ne pourraient y trouver *une* place qu'à condition de jouer le jeu des hommes... jamais *leur* place. À l'espace encore patriarcal de la révolution, Lonzi oppose l'espace utopique d'une « révolte féminine » (*rivolta femminile*) reposant, comme le montre Eleonora Selvatico dans sa contribution, sur une stratégie d'« habitation du séparatisme » et d'« incarnation de la distance » qui ouvre sur une *pratique de l'autoconscience* devant rendre impossible la réduction des différences à l'Un, c'est-à-dire à l'homme.

C'est un refus analogue de jouer le jeu du « maître » qu'Hourya Benthouami identifie dans l'étude qu'elle livre sur le *féminisme marron* au sein des communautés d'(ex-)esclaves ayant fui les plantations. En effet, le marronnage relève de ce qu'elle nomme une *lutte contre la reconnaissance*, irréductible à la dialectique maître-esclave comme méta-récit archétypique de la libération humaine, au sens où le désir de reconnaissance reste captif du modèle colonial d'appropriation des corps. Un tel déplacement du regard vers les sociétés extra-européennes, non-blanches, rend possible un décentrement du féminisme à partir duquel repenser la revendication « notre corps nous appartient », non plus en fonction d'une notion de propriété individuelle, et partant d'affranchissement personnel, mais de la communauté elle-même, et d'une émancipation d'emblée et essentiellement collective. Il s'agissait en effet pour les femmes marronnes d'interrompre la production des « corps-doublures » qui endossent la reproduction du corps du maître et de la maîtresse, pour se redonner un « corps propre » au sein du territoire-refuge d'une nouvelle communauté de soin où femmes et hommes effectuent un travail de réparation du groupe et de résistance au monde esclavagiste. Ce n'est qu'à partir de cette nouvelle appréhension de la liberté que peut se comprendre le choix de cette dernière au-delà de la vie, et donc de la mort ; comme interruption du cycle de production du corps pour-autrui, fût-ce au détriment de sa propre conservation. C'est du refus d'une liberté de circonstance, qui ne serait qu'un privilège incapable d'interrompre les logiques d'engendrement du double, que le marronnage tient son potentiel d'utopie

Le numéro se clôt par deux recensions. La première est signée Thomas Voltzenlogel qui, en réponse au développement d'un « anti-sexisme culturel et moral » à l'écran (*Mad Max. Fury Road, Elle, Wonder Woman*) interroge l'actualité du « cinéma féministe » à partir des travaux et productions de Carole Roussopoulos, Johanna Demetrakas et Lizzie Borden. S'intéressant notamment à la question de la transmission des expériences de luttes féministes, il montre comment la création artistique peut devenir le lieu de constitution d'un espace-temps véritablement libéré des contraintes patriarcales. Quant à Morgane Merteuil, elle revient sur l'ouvrage de Dolores Hayden, *The Grand Domestic Revolution* (1981) qui, analysant une série de projets d'habitation « alternative » pensés, et pour certains réalisés, par des femmes dans les États-



Unis du tournant du XXe siècle, témoigne de la portée révolutionnaire de la reconceptualisation de l'espace domestique – dans ses dimensions les plus concrètes, architecturales en particulier. À rebours des revendications de répartition égalitaire des tâches, l'utopie qui se dessine ici est celle d'une abolition des frontières entre espaces reproductif et productif, en rupture avec les besoins et les injonctions de l'économie capitaliste. Or s'il fallait dégager pour conclure des contributions rassemblées dans ce numéro un mot d'ordre du féminisme révolutionnaire, au passé et au présent, ce serait probablement celui-ci : poursuivre sans relâche la « dialectique » entre les impératifs d'affirmation *et* d'abolition des différences genrées-sexuelles, d'indépendance *et* d'unité des luttes... sans promesse de synthèse.

## À propos des auteur-e-s

Morgane Merteuil est militante marxiste-féministe, co-directrice de l'ouvrage *Pour un féminisme de la totalité* (Amsterdam, 2016), dans lequel elle est l'auteure de deux contributions : « Le travail du sexe contre le travail » et « Le travail du sexe contre le sexe. Pour une analyse matérialiste du désir ».

Matthieu Renault est Maître de conférences en philosophie à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, membre du Laboratoire d'études et de recherches sur les logiques contemporaines de la philosophie (LLCP). Il est l'auteur de : *Frantz Fanon. De l'anticolonialisme à la critique postcoloniale* (Amsterdam, 2011) ; *L'Amérique de John Locke. L'expansion coloniale de la philosophie européenne* (Éditions Amsterdam, 2014) ; *C.L.R. James. La vie révolutionnaire d'un « Platon noir »* (La Découverte, 2016) ; *L'empire de la révolution. Lénine et les musulmans de Russie* (Éditions Syllepse, 2017) .

## Pour citer cet article

MERTEUIL Morgane, RENAULT Mathieu, « Introduction : Le sexe de la révolution », *Comment S'en Sortir ?*, n° 5, hiver 2017, p. 1-5.

